



# Crise, dette et purge

Saigner le malade  
pour qu'il meure guéri !

17, bd Poissonnière. 75002 Paris  
Tél. 01 53 72 00 00



Site : [www.apex.fr](http://www.apex.fr)  
Mel : [contact@apex.fr](mailto:contact@apex.fr)

## Crise, dette et purge

- 1.** « La douloureuse » : une boule de neige en forme de facture
  - 2.** Crise, déficit et dette : « la politique des caisses vides »
  - 3.** La facture à payer : considérablement alourdie par les inégalités
  - 4.** Mondialisation, crise et purge : pauvre monde, faible Europe
- Conclusions provisoires et questions nouvelles



# 1. De la crise à la dette : la « douloureuse »

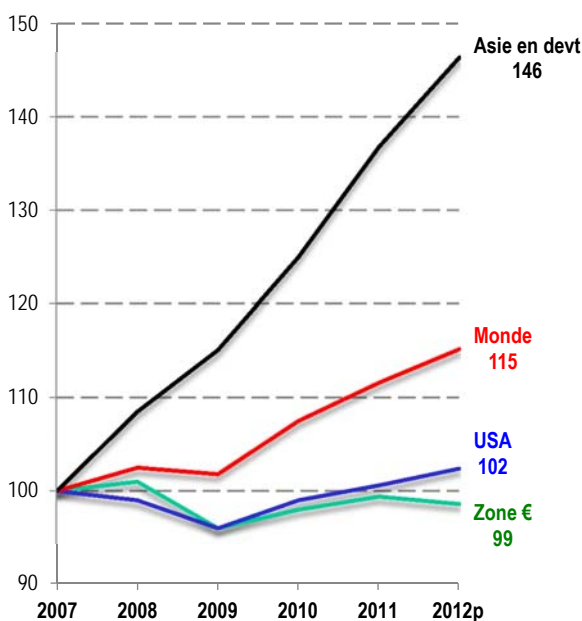
« Le cercle vicieux entre les États, les banques et l'économie réelle est plus solide que jamais »

Bulletin du FMI (18 juillet 2012)

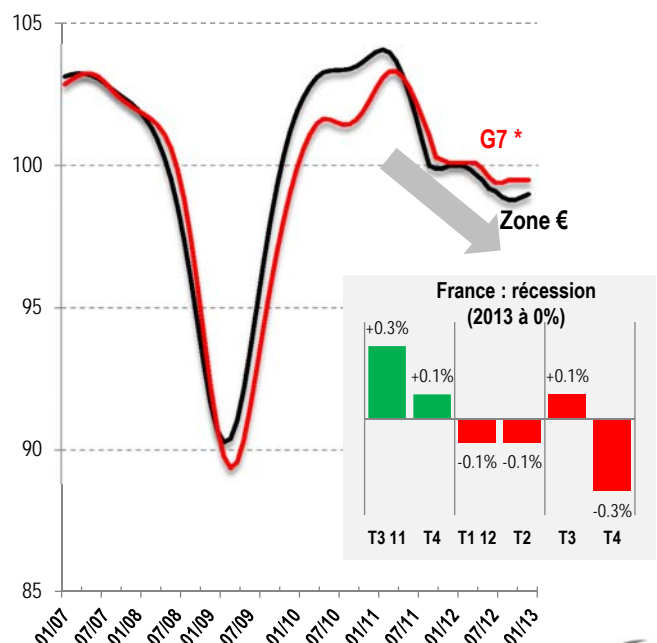


## Pas de sortie de crise en vue pour les USA et la zone euro, mais une récession qui s'annonce

PIB des grandes zones (en indice, 100 en 2007)



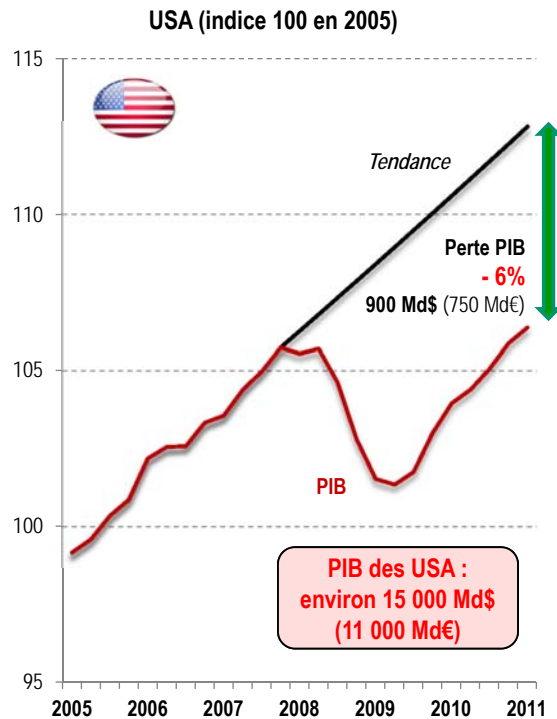
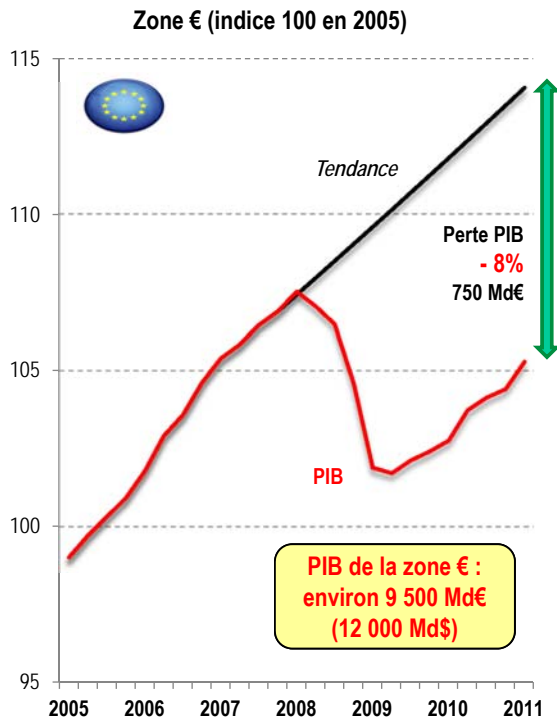
Indicateurs composites avancés de l'OCDE (ICE)



\* G7 : USA, UK, Canada, France, Allemagne, Italie, Japon  
 Source : FMI, OCDE, Insee, Banque de France



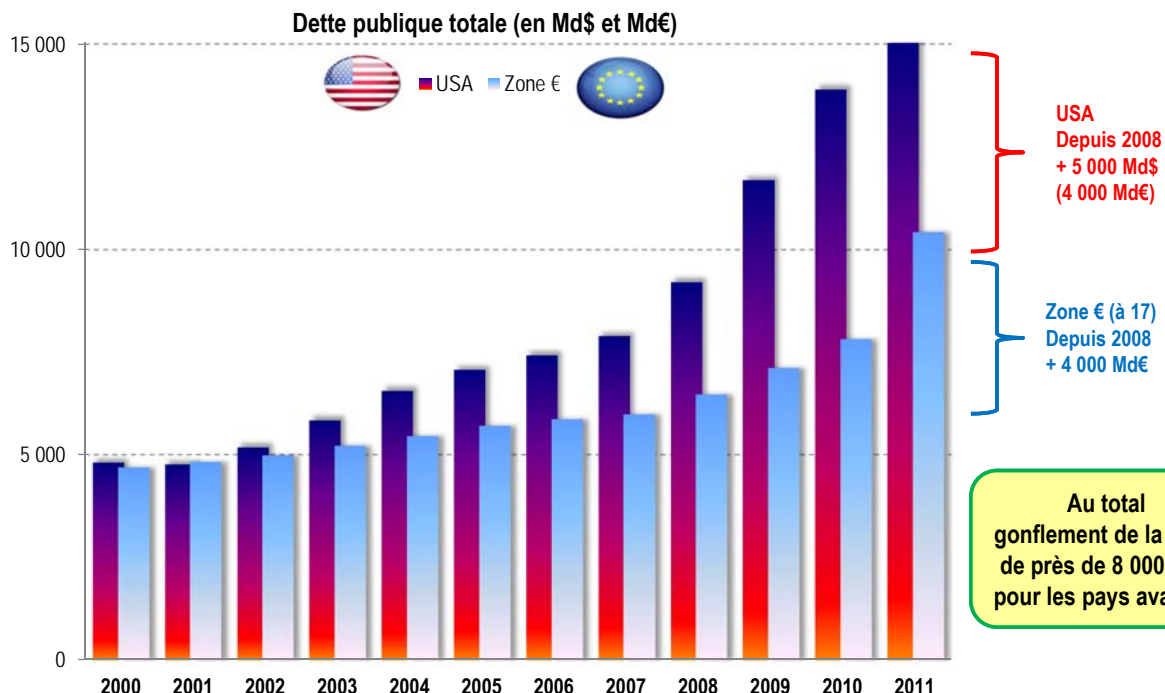
# Perte de croissance due à la crise : 6-8 points environ 900 Md\$ (750 Md€) qui ne seront pas comblés



Source : OCDE, calculs M. Husson



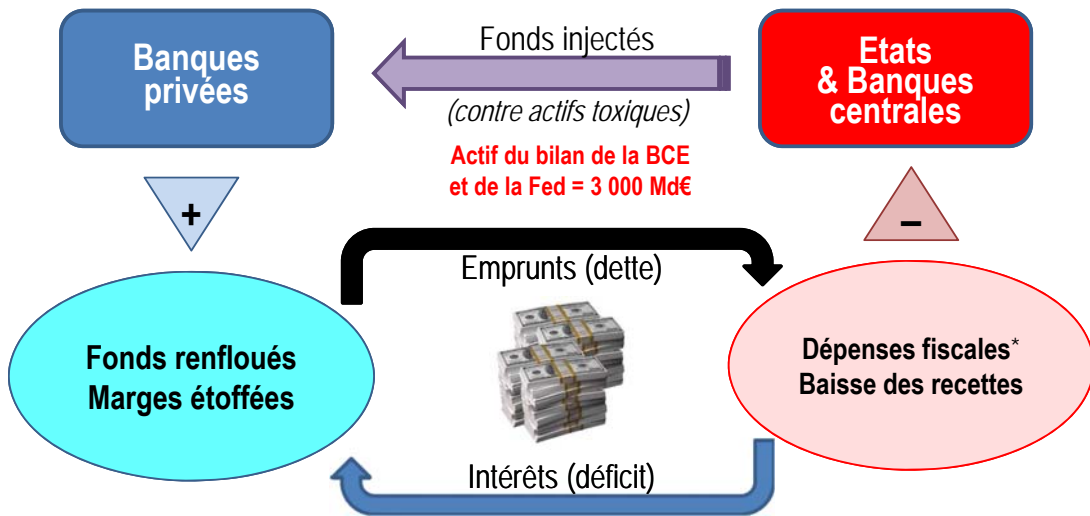
# Transfert de dette privée à l'Etat : l'explosion... et une bonne affaire pour les banques !



Source : Eurostat, OCDE



# Mécanisme global de transformation de la dette privée en dette publique (socialisation des pertes)

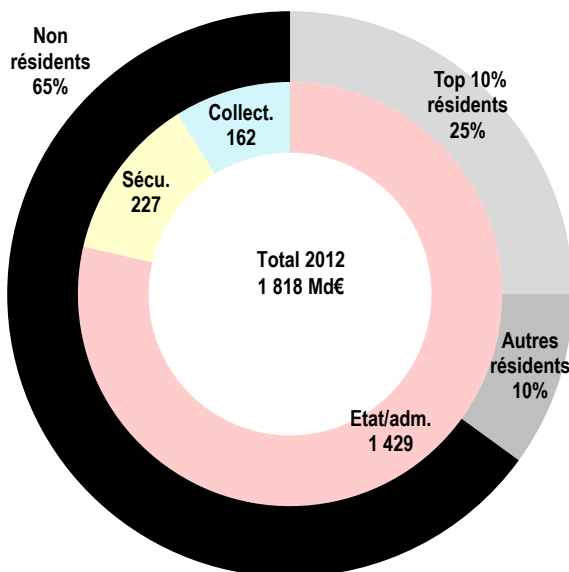


\* Dépenses fiscales = niches fiscales recensées et déclassées + dérogations diverses, tout cela faisant baisser les recettes

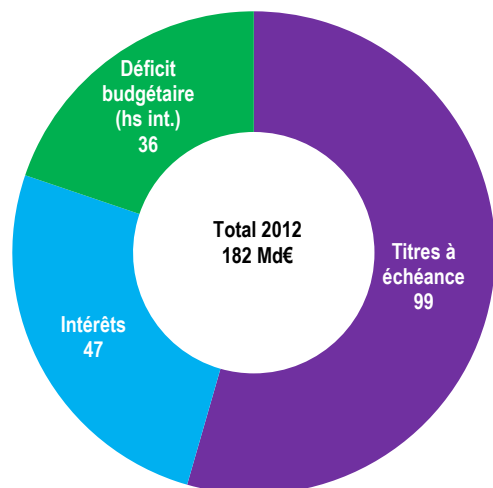


# Anatomie de la dette publique française en 2012 : Combien ? Qui la détient ? Quel besoin de financement de l'État ?

France : dette publique (en Md€) et détention (en %) en 2012



France : besoin de financement de l'État en 2012 (en Md€)



Source : Agence France Trésor



## Mécanismes d'amplification de la dette

- **Recours de l'Etat aux marchés financiers** (interdiction de faire appel aux Banques centrales depuis 1973 en France et article 123 du Traité européen) : **effet à la hausse des taux d'emprunt**
  - **Injection massive de fonds aux banques dans la crise de 2008-2009 sans contrôle public sur l'affectation des ressources allouées**
  - **Baisse des recettes de l'Etat amplifiée par la baisse de l'activité**
  - **Effets de la politique fiscale *dégressive* des États:**
    - En faveur des grandes entreprises
    - En faveur des privilégiés
    - Niches fiscales (reconnues et déclassées)
    - Évasion fiscale
- **Redistribution de la richesse...  
... au profit des plus riches**



## 2. La crise, le déficit et la dette : « la politique des caisses vides »

**Le déficit engendré par la baisse des impôts apparaît comme un formidable moyen de pression pour contraindre l'État à rétrécir. Il n'y a en vérité aucun autre moyen que cette pression »**

Guy Sorman (La solution libérale, 1984)

**« Si vous ne connaissez pas une véritable crise, inventez-la ! »**

Ruth Richardson, ex ministre des Finances de la Nouvelle-Zélande (à Davos en 1997)

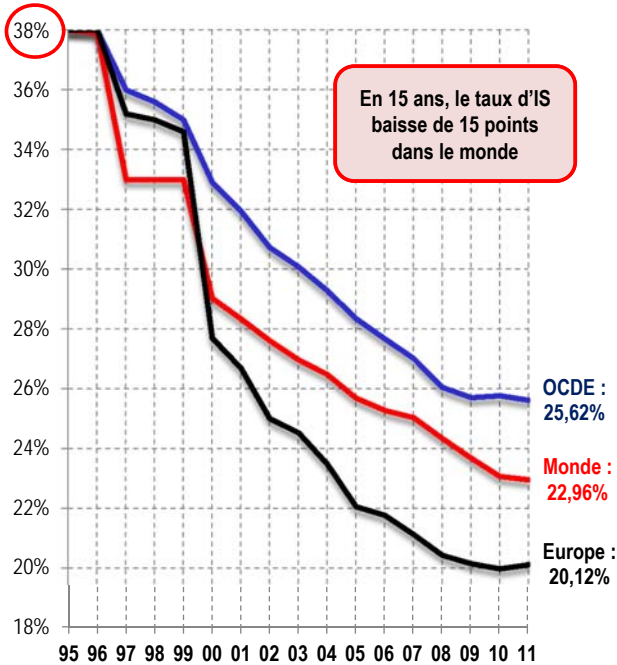
**« Il n'y a rien de pire que de gâcher une bonne crise »**

Thomas Enders, PDG d'Airbus (à Davos en janvier 2012)

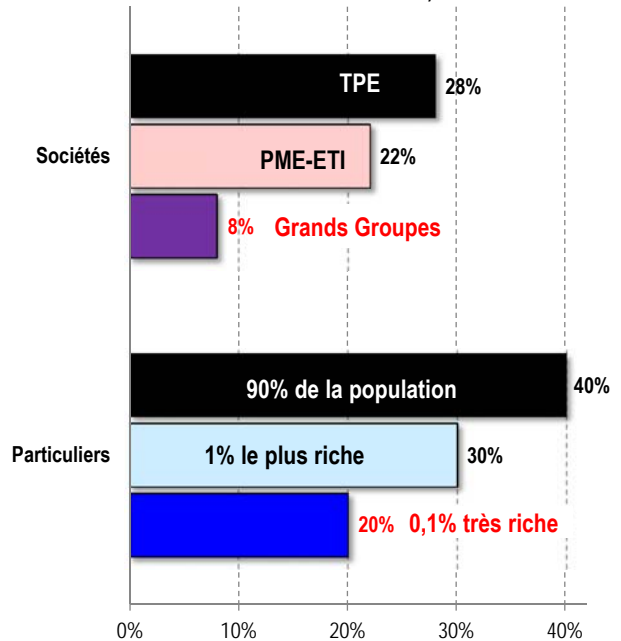


# Fiscalité allégée sur les profits des entreprises et les revenus des privilégiés, partout

Taux moyen d'impôt sur les sociétés (en %)



Taux d'imposition réels moyens comparés (IS et prélèvements obligatoires 2011 en % du revenu en France)

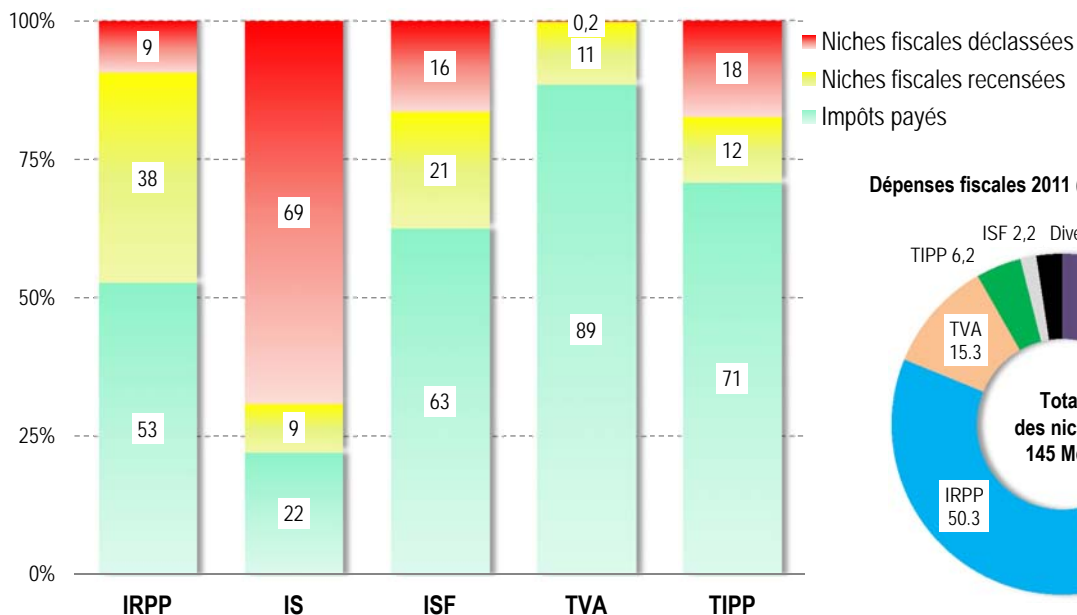


Source : KPMG Corporate and Indirect Tax Survey 2011 ; rapport du Conseil des prélèvements obligatoires (mars 2012)

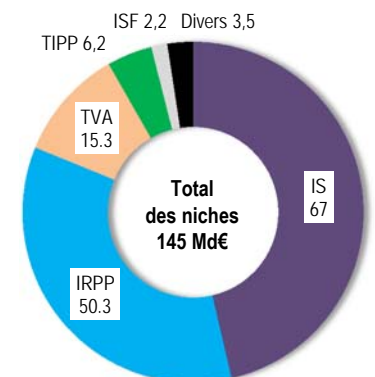


# Niches fiscales (recensées et déclassées) : environ 145 Md€, soit 95% du déficit annuel de l'Etat

Part des niches fiscales (recensées et déclassées) dans les recettes fiscales potentielles par catégorie en 2009 (en %) ; total 360 Md€ bruts



Dépenses fiscales 2011 (niches en Md€)

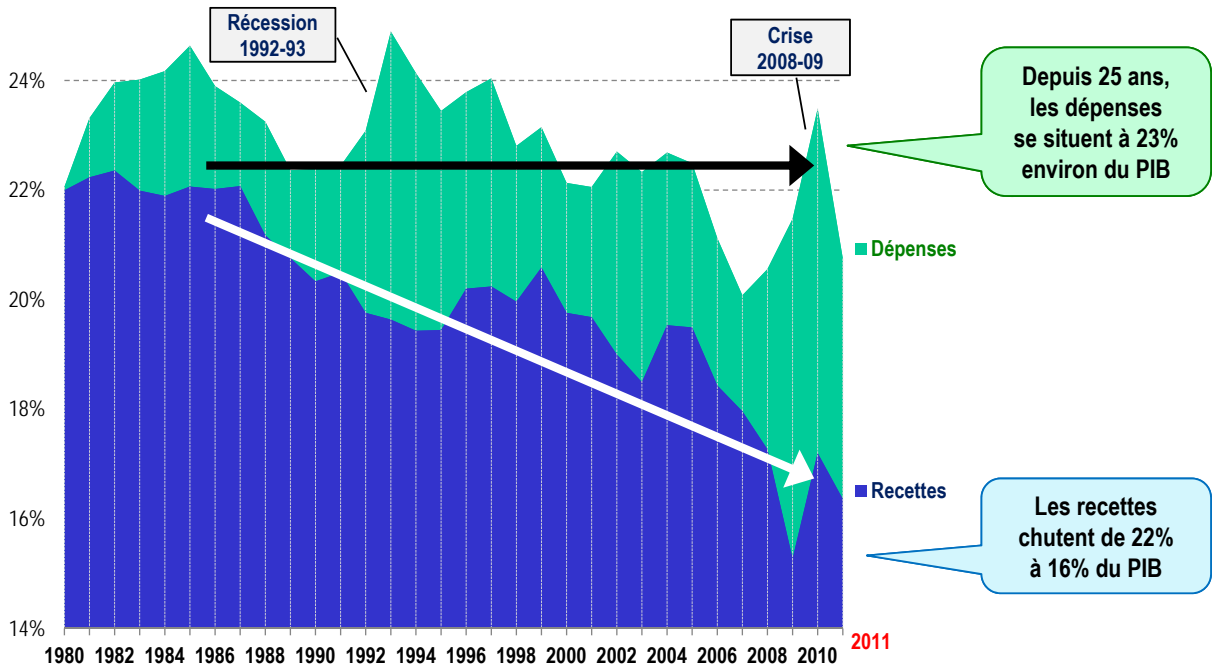


Source : Alternatives économiques (septembre 2011) ; Katia Weidenfeld : À l'ombre des niches fiscales (Economica 2011) ; Projet de loi de finances 2011 (Assemblée nationale)



# Baisse des recettes accentuée depuis les années 2000 sans augmentation notable des dépenses de l'État (en % du PIB)

France : dépenses et recettes de l'État (en % du PIB)



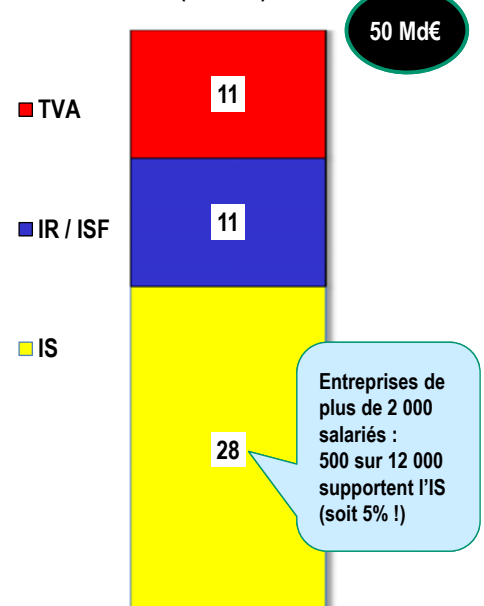
Source : Insee (comptes nationaux de l'Etat)



# Fraudes fiscales et sociales : 30 à 50 Md€ + la « valise suisse » estimée à 80 Md€. Total : au moins 50 Md€ en impôt non perçu !



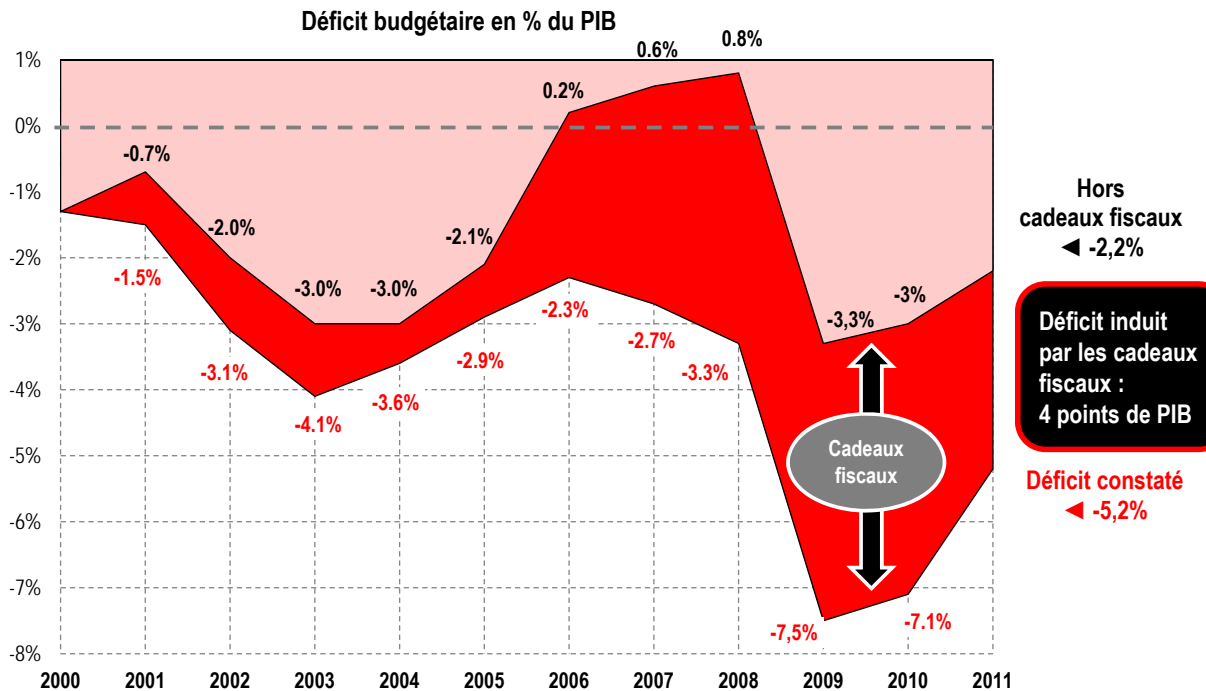
Estimation de l'évasion fiscale 2012 (en Md€)



Source : rapport de la Commission du Sénat sur l'évasion fiscale 2012, présidée par Philippe Dominati (UMP), 24 juillet 2012



## Déficit budgétaire : 4 points de PIB (environ 80 Md€) induits par les nombreux cadeaux fiscaux



### 3. La facture à payer : considérablement alourdie par les inégalités

« Un système favorable aux très riches donne des résultats décevants pour le travail de tous les autres. Au sommet, en quelques dizaines d'années, on s'en est sorti comme des brigands, et tous les autres doivent maintenant régler l'addition »

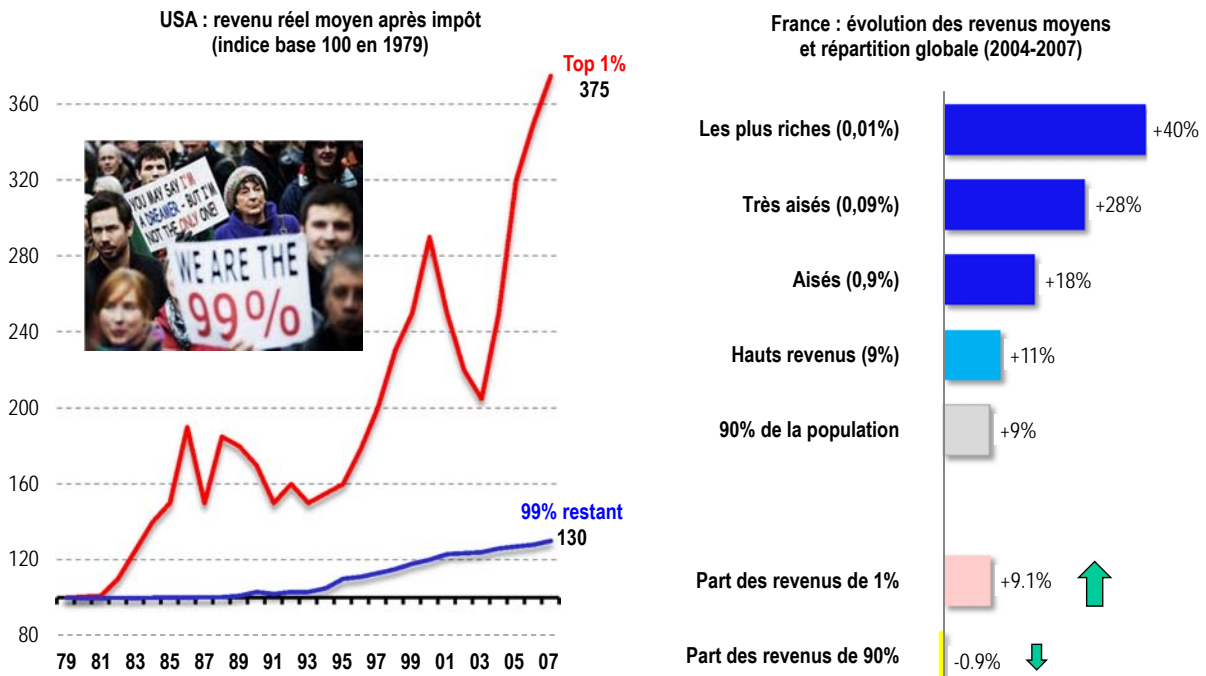
*The Economist (26 octobre 2011) \**

" A system that works well for the very richest has delivered returns on labour that are disappointing for everyone else (...) The people at the top have made out like bandits over the past few decades, and now everyone else must pick up the bill "





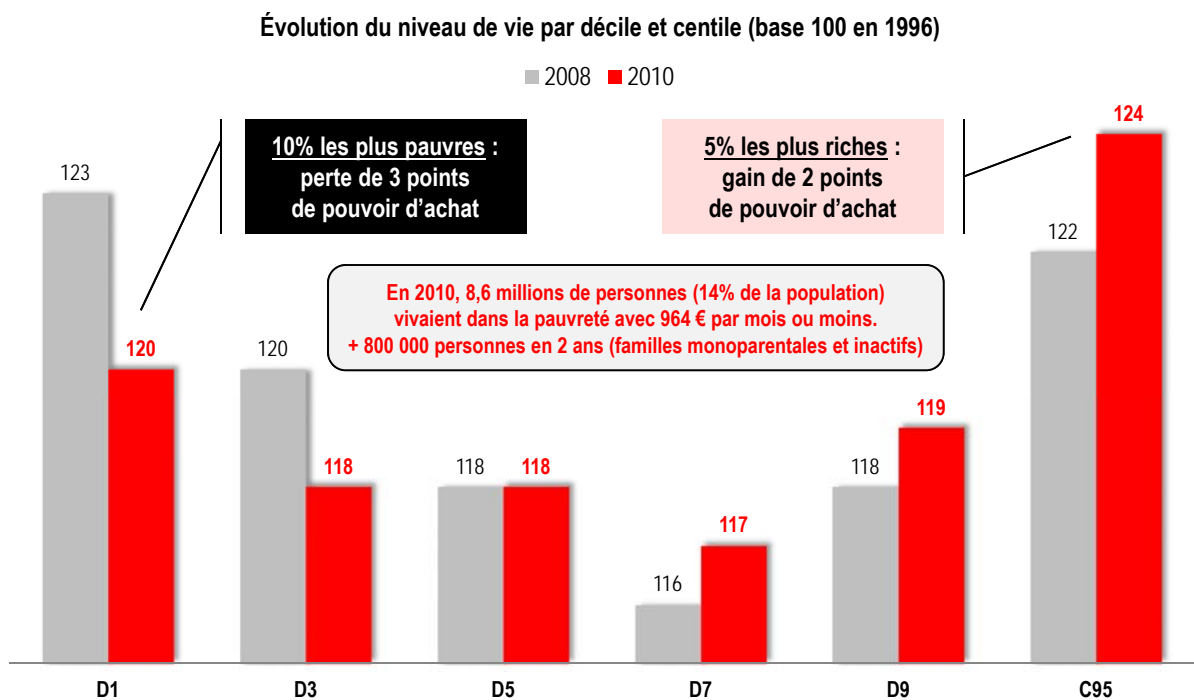
# USA ou France : mieux vaut être dans le Top 1%



Source : CBO (Congressional Budget Office, Département budgétaire du Congrès des USA) : rapport octobre 2011  
 Étude Insee sur les très hauts revenus (THR : 1% des contribuables), Julie Solard, avril 2010



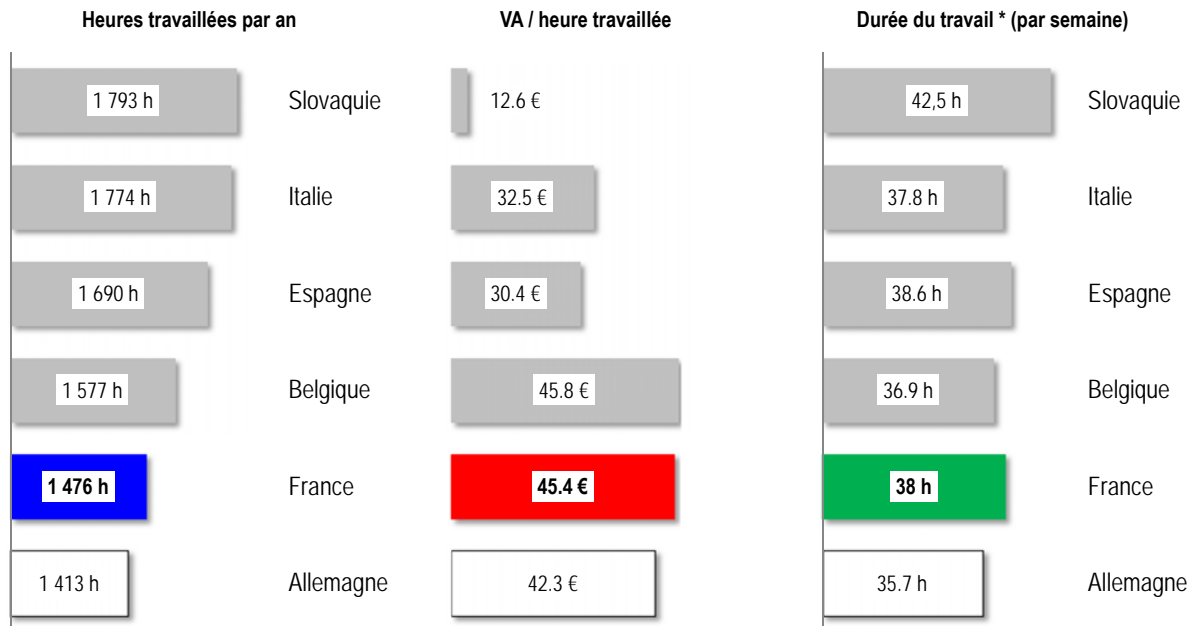
# Niveaux de vie des ménages en France : ceux qui baissent et ceux qui montent dans la crise



Source : Insee (sept. 2012)



## « La France d'en bas » travaille plus et elle est plus productive !

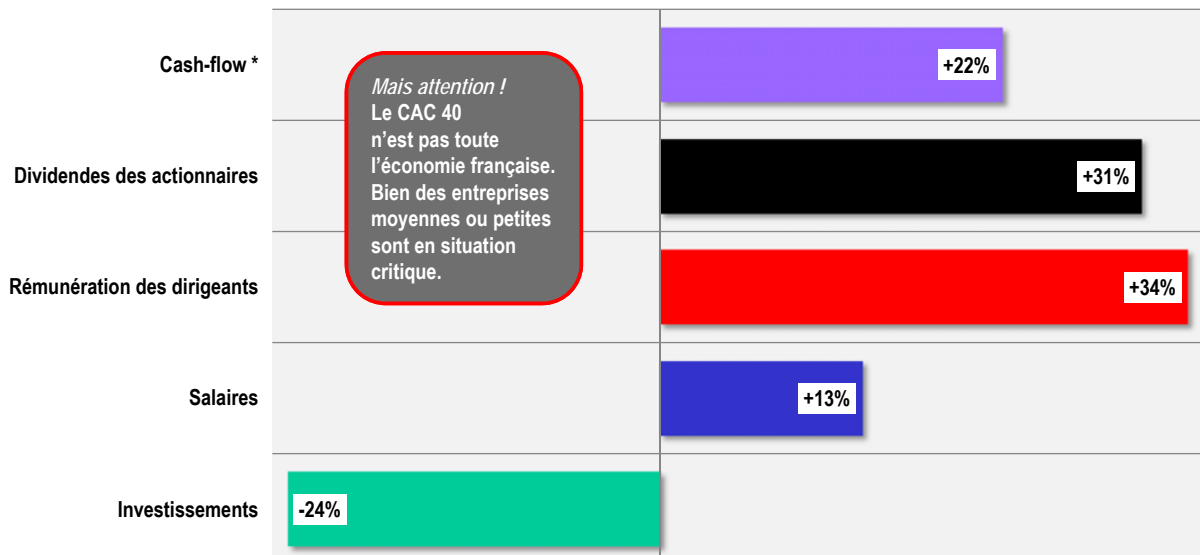


\* Ensemble des salariés en équivalent temps plein (ETP)  
Source : OCDE



## CAC 40 : « la France d'en haut » n'a pas à se plaindre

Évolution des indicateurs de 2006 à 2011 (en %)

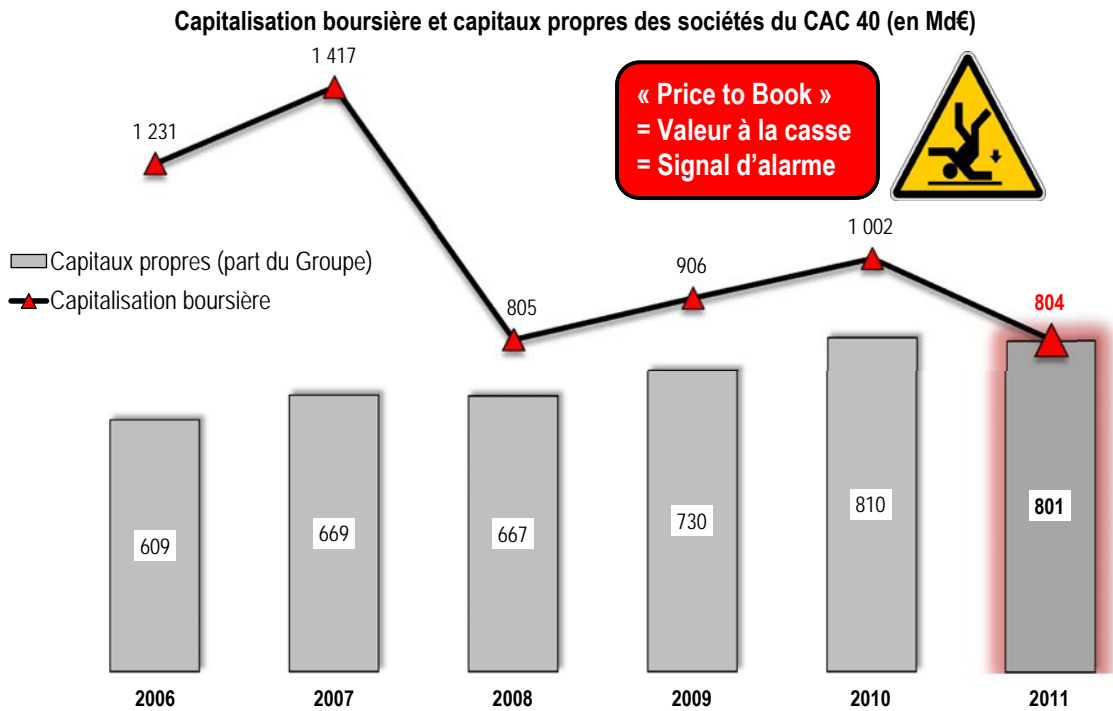


\* **Cash-flow** : flux de trésorerie d'exploitation = Résultat net + dotations nettes aux amortissements et provisions sur actifs immobilisés +/- plus (ou moins) values de cession - variation du BFR (besoin en fonds de roulement)

Source : étude Euro RSCG C&O (5 janvier 2012)



## Alerte : capitalisation boursière = capitaux propres Pas de croissance anticipée, ni marques ni R&D valorisées !



Source : Ricol Lasteyrie (juin 2012)



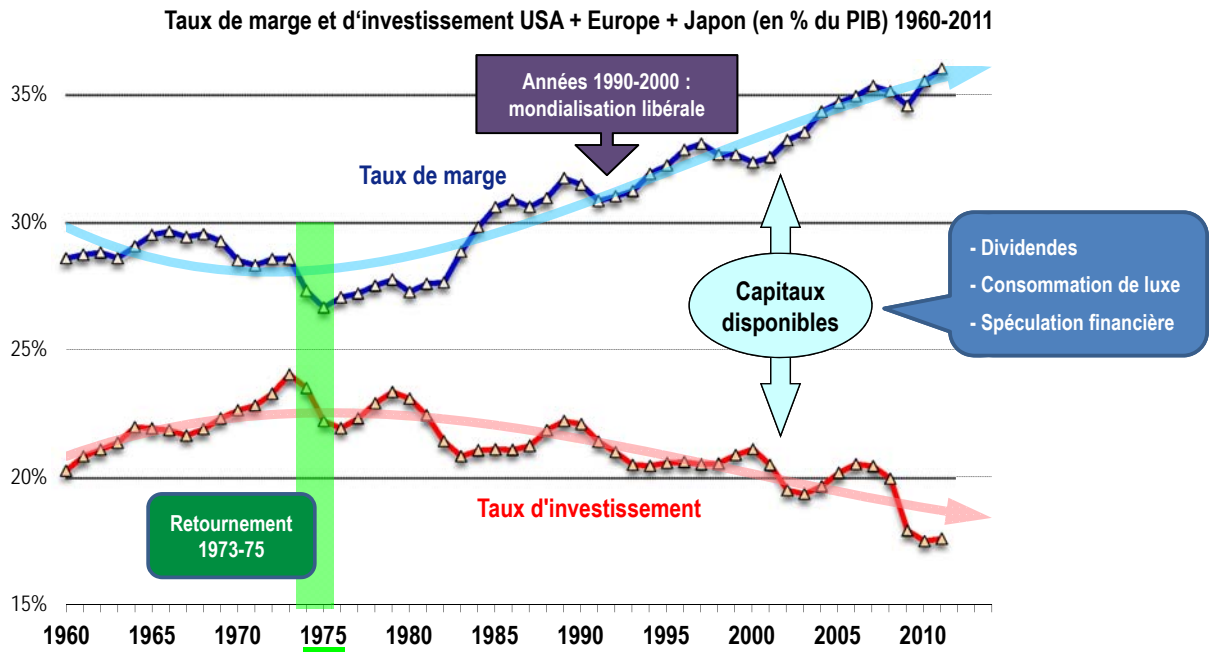
## 4. Mondialisation, crise et purge : Pauvre monde, faible Europe

« La réforme du marché du travail est nécessaire pour réduire les coûts de la main d'œuvre, doper la productivité. Pour promouvoir la compétitivité, il faut abaisser les coûts et mettre en œuvre des réformes afin de faciliter l'accès aux marchés pour les entreprises »

*Bulletin du FMI (18 juillet 2012)*



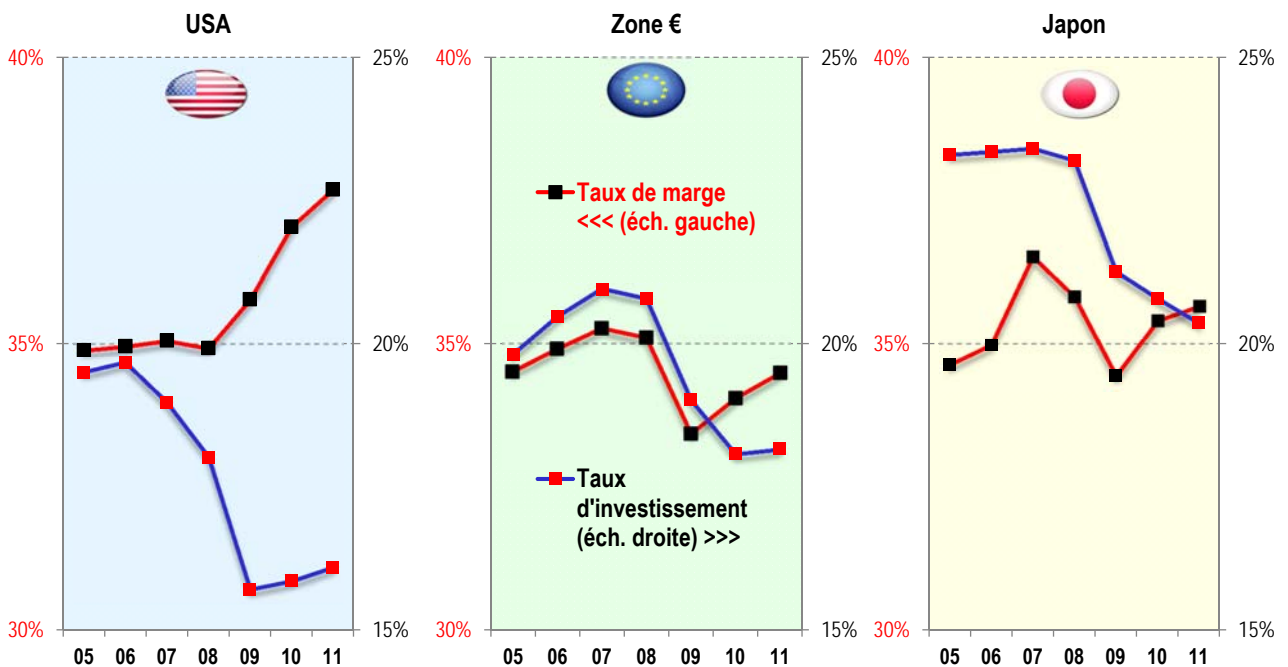
# Profits en croissance mais relativement peu réinvestis : où sont-ils donc allés ?



Source : données tous secteurs Ameco (com. européenne) traitées par M. Husson  
 Taux de marge = résultat d'exploitation/VA ou équivalent ; taux d'investissement = FBCF/VA



# Depuis 2009 : relance des marges et bénéfices, effondrement des investissements

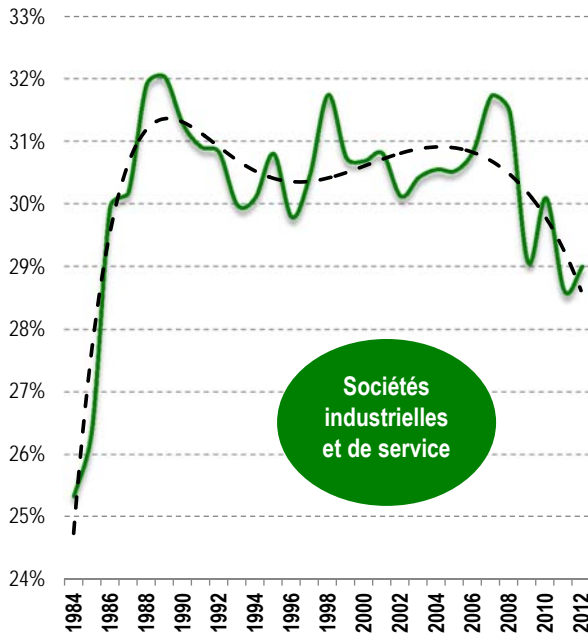


Source : OCDE, Eurostat (moyennes annuelles en % de la VA)

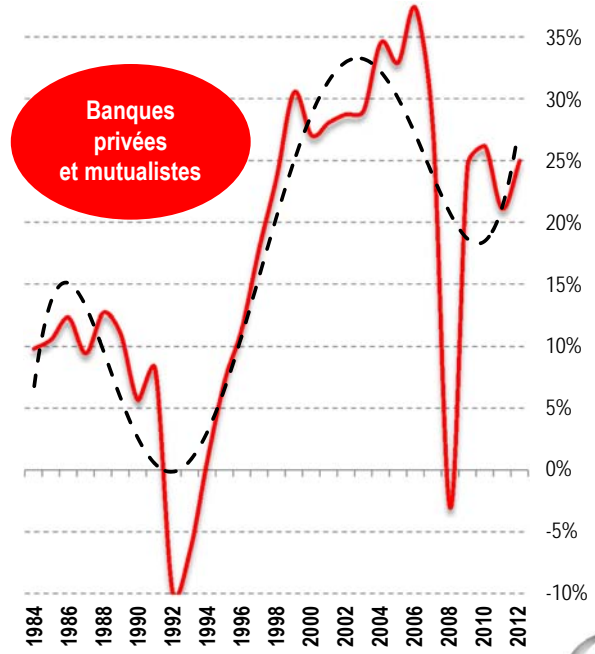


# France : retour sur les marges, celle des uns et celle des autres

Taux de marge SNF (RBE/VA en %)



Taux de marge banques (REX/PNB en %)

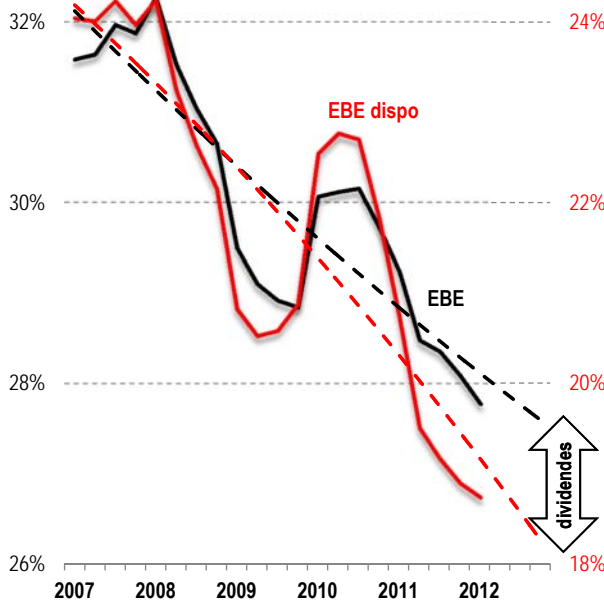


Source : Insee, BdF, AFB (de 1984 à 1994 banques privées seulement ; ensuite ensemble des banques, y compris mutuelles)

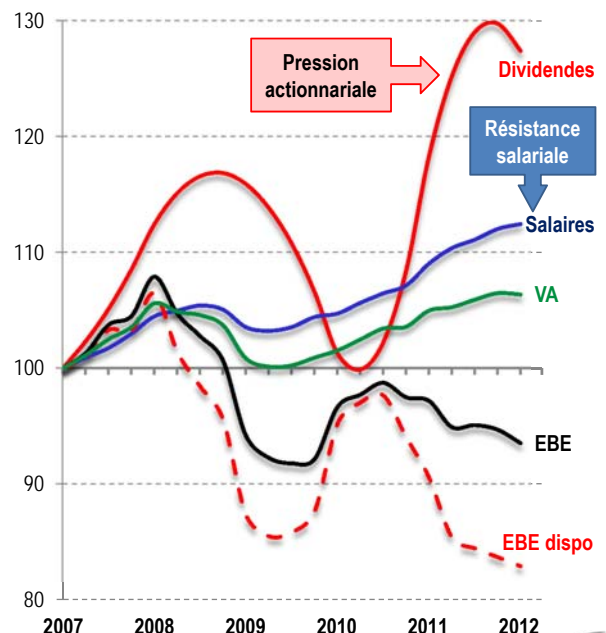


# SNF en France : renforcement des dividendes *dans* la crise et donc érosion de la marge disponible

Taux de marge disponible (après dividendes nets) et taux de marge (en % de la VA) des SNF



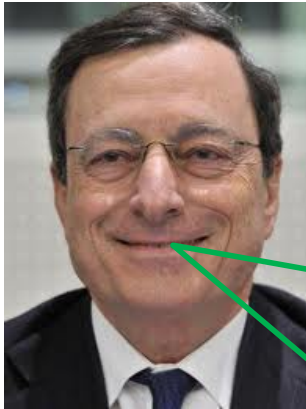
Indicateurs des SNF dans la crise (indice 100 en 2007)



Source : Insee, comptabilité nationale, comptes trimestriels



## Les recommandations (pressantes) de la BCE...



Mario Draghi, Président de la BCE

- « La priorité devrait être de rendre les salaires réactifs (flexibles) aux conditions du marché du travail »
- « Une différenciation accrue des salaires entre les différents types de travailleurs et d'emplois est nécessaire »
- « De telles politiques devraient également contribuer à accroître la pression à la baisse exercée par les chômeurs sur les salaires »

« Les marchés du travail et la crise », rapport de la BCE (octobre 2012)



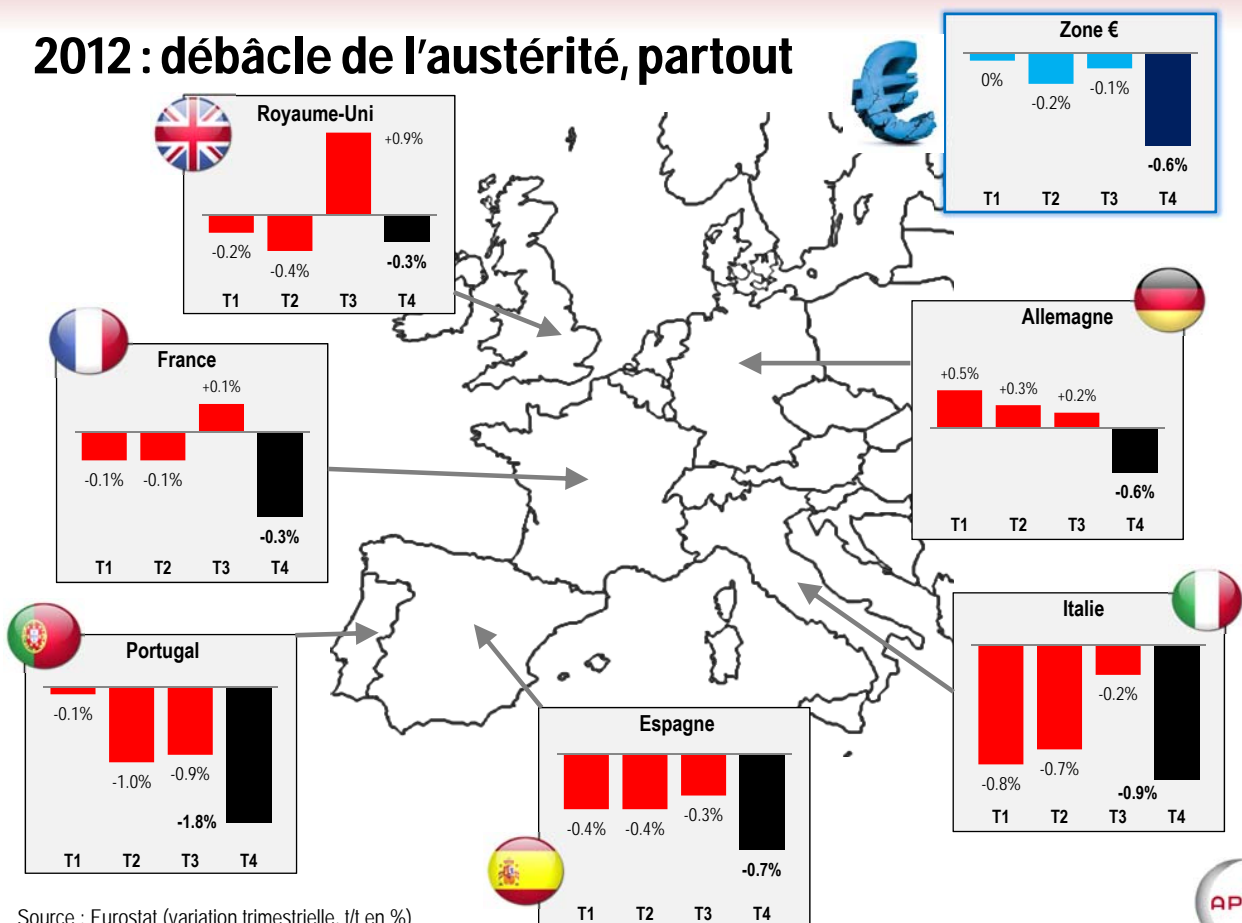
## ..Et le bon sens de Standard & Poor's

« Un processus de réforme basé sur le seul pilier de l'austérité budgétaire risque de s'avérer autodestructeur, l'inquiétude des consommateurs quant à leur emploi et leur revenu réduisant la demande intérieure – et cela conduisant à une baisse des recettes fiscales. »

Note de Standard & Poor's sur la dégradation de la France et d'autres pays européens (janvier 2012)



## 2012 : débâcle de l'austérité, partout



Source : Eurostat (variation trimestrielle, t/t en %)



## Conclusions provisoires : comprendre pour agir

- **Déficit et dette publics plongent leurs racines dans la baisse des recettes** (et non principalement dans l'augmentation des dépenses), avec 3 sources :
  - Effet mécanique de la récession
  - Sauvetage des banques et recours obligé aux marchés financiers
  - Baisse de l'impôt des grosses entreprises et des particuliers privilégiés
- **Augmenter les recettes passe d'abord par une politique fiscale fortement progressive** sur les profits (entreprises) et sur les revenus et patrimoines (particuliers privilégiés du top 1%)
- **Augmenter les recettes passe aussi par une politique sociale** favorisant :
  - **Le pouvoir d'achat**, par des hausses des salaires, des retraites et des pensions
  - **L'emploi**, par le partage du temps de travail (appuyé sur une productivité technique)
- ▶ **Concernant dette et déficit, 3 mesures essentielles s'imposent :**
  - **Monétisation de la dette** (recours à l'emprunt auprès des banques centrales)
  - **Constitution d'un secteur bancaire public** pour maîtriser le crédit et l'investissement
  - **Audit de la dette** pour y voir clair sur son gonflement (aboutissant à l'annulation de la dette illégitime)



## État du monde : quelques problèmes de fond



- **Basculement du monde Nord-Sud ou Ouest-Est**
  - La contribution des émergents au PIB mondial dépasse celle des pays avancés depuis 2011
  - Les intérêts des entreprises mondialisées ne recourent pas les intérêts nationaux : *les multinationales n'ont pas de patrie*
- **Tendance à l'augmentation du prix des matières premières et de l'énergie (limitation des ressources, besoins des zones en développement)**
  - Émergence d'un véritable « **Food power** »
  - Chasse aux terres cultivables (par la Chine p. ex.)
- **Insuffisance chronique d'investissement (avant et après la crise)**
  - Contre-tendance à la **substitution du capital au travail par les délocalisations** vers les pays à bas coût de main d'œuvre : **spirale déflationniste des salaires**
  - Donc retard relatif des grands pays avancés (USA, Europe) au détriment de l'Asie : délocalisations + déformation du partage des richesses créées en faveur des profits
  - Pas de traitement de fond de la nécessaire transition énergétique potentiellement riche en investissement et travail qualifié
  - Le tout sur fond de mondialisation financière depuis 30 ans faisant pression sur la **rentabilité à court terme au détriment d'une construction de long terme**



# L'Europe : maillon faible de la crise, et la France en étau



- **Europe : maillon faible de la crise**
  - Pas d'Etats-Unis d'Europe, pas de politique concertée : **centre de dépression**
  - Concurrence fiscale et sociale : prime au moins disant (pression des PECO et demain de l'Espagne ou du Portugal)
- **France : modèle libéral non maîtrisé d'une économie de services tirée par de la consommation à base d'importations**
  - Destruction accélérée de l'appareil productif et du dispositif en place :  
*Etat + programmes d'investissements et grandes entreprises nationales + R&D semi publique + réseaux de sous-traitants qualifiés*
  - Situation antagonique avec le besoin de **développement d'une industrie « servicielle »** basée sur les hautes technologies, la production sophistiquée et des ressources humaines qualifiées
- **Étau européen : entre une Allemagne technique et qualifiée et (demain) une Espagne, terre de main d'œuvre sous payée. Où va la France ?**
- **Enjeu : table rase des conquêtes et avantages sociaux ou réorientation radicale sur un nouvel essor basé sur des productions complexes et du travail qualifié : seule voie pour une réindustrialisation moderne**
  - Choix de l'automatisation, de la robotisation et de la qualification des postes de travail
  - Priorité aux besoins sociaux et de développement concerté : investissement, automatisation et informatisation tirées par une main d'œuvre formée et qualifiée (donc bien rémunérée)

